



Photo : Vue aérienne du convoi de camions chargés d'aide humanitaire bloqués en Égypte, attendant d'entrer à Gaza d'après l'accord de cessez-le-feu, le 19 janvier 2025

Lettre ouverte au président de la République : la présidente de l'Association France Palestine Solidarité interpelle Emmanuel Macron à l'occasion de son déplacement en Égypte

[>> Lire la lettre ouverte sur le site de l'AFPS](#)

Monsieur le Président,

Vous avez annoncé, en guise de réponse à l'urgence de la situation humanitaire à Gaza, que vous participeriez à un sommet trilatéral en Égypte avec le président égyptien et le roi de Jordanie.

À vous lire, on ne sait pas ce qui a engendré cette urgence humanitaire. Il nous paraît essentiel de rappeler qu'elle n'est pas le fruit du hasard ou d'une catastrophe naturelle mais de 18 mois d'un génocide en cours, perpétré par Israël contre les Palestiniens, et du refus des États de se conformer aux ordonnances de la Cour internationale de justice (CIJ).

Nous vous rappelons que le 26 janvier 2024, la CIJ a ordonné l'entrée dans la bande Gaza de l'aide humanitaire afin de prévenir le risque plausible de génocide. Depuis, elle a renouvelé deux fois cette ordonnance. La situation n'a cessé de s'aggraver et plus particulièrement depuis plus de cinq semaines puisqu'Israël bloque de nouveau toute entrée d'aide humanitaire imposant à la population de Gaza totalement démunie des bombardements constants et des déplacements forcés de populations, autant de crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

La réponse à un génocide en cours ne peut se résumer à la tenue d'une conférence tripartite. La Convention de prévention du génocide fait obligation aux États d'empêcher les actes qui concourent au génocide. Or, depuis plus de 18 mois, Israël continue d'utiliser la famine et la privation de soin comme arme de guerre, ce qui est une violation grave du droit international humanitaire.

Comme l'a ordonné la CIJ, vous avez l'obligation d'agir et le devoir moral de le faire. Nous vous proposons donc, puisque vous serez à proximité de la bande de Gaza, de vous rendre à Rafah et de ne pas quitter les lieux tant que l'acheminement des milliers de camions qui attendent depuis plus de 5 semaines n'aura pas repris pour parvenir à leurs destinataires : les plus de deux millions de

Palestinien·nes de Gaza, les soignants, les humanitaires, toutes celles et ceux qui sont privé·es de tout pendant que le monde regarde ailleurs.

Ne rien faire relève de la complicité. Un génocide, ça ne se regarde pas, ça se combat et ça s'arrête !

Nous nous permettons de vous faire d'autres suggestions puisque vous serez en Égypte. Dans le cadre de la première phase des accords de cessez-le-feu, 150 des prisonniers politiques palestiniens qui ont été libérés n'ont pu regagner leur foyers et ont été conduits de force en Égypte où ils sont retenus dans des hôtels dans l'attente d'être accueillis par des pays soucieux du respect des droits humains. Nous vous demandons, Monsieur le Président, de faire honneur à la France et de prendre votre part dans cet accueil.

Et puisque nous parlons d'accueil, la France s'était engagée à accueillir des dizaines d'enfants palestinien·nes de Gaza gravement blessé·es pour qu'ils et elles puissent être soigné·es dans nos hôpitaux. Nous sommes encore très loin du compte alors que des milliers d'enfants attendent le bon vouloir d'Israël pour espérer recevoir les soins auxquels tous les enfants devraient avoir droit. Monsieur le président, pouvez-vous nous préciser comment vous entendez tenir votre promesse ?

Il n'est pas envisageable que votre séjour en Égypte se solde uniquement par des déclarations de pure forme alors que notre humanité est en train de disparaître sous les 100 000 tonnes de bombes déversées par Israël sur une terre palestinienne rendue volontairement inhabitable par Israël. Monsieur le Président, vous l'aurez compris, nous attendons des actes !

Anne Tuillon, présidente de l'Association France Palestine Solidarité

--

Association France Palestine Solidarité (AFPS)

21 ter Rue Voltaire 75011 Paris

Tél : 01 43 72 15 79

Suivez l'AFPS sur france-palestine.org

Facebook (@AFPSOfficiel) **Twitter** (@AFPSOfficiel)

Instagram (@afps.official) **Youtube** (@francepalestine)